



Devoirs des sapeurs-pompiers en cas de sinistre

1.1.2007

En vertu des articles 13, 14, 30, 31^a, 32 et 44¹ de la loi sur la protection contre le feu et sur les sapeurs-pompiers (LPFSP) du 20.01.1994, ainsi que de l'article 32 de la loi sur l'assurance immobilière Berne du 6 juin 1971 et des articles 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 de l'ordonnance sur les mesures de protection des eaux à prendre lors d'écoulements d'huile minérale et d'autres liquides dangereux (Ordonnance sur la lutte contre les accidents d'hydrocarbures) du 30 décembre 1969, l'Assurance immobilière Berne (AIB) édicte les instructions suivantes:

1 Intervention

- 1.1 La durée de l'intervention des sapeurs-pompiers doit être conforme aux contraintes légales. Après avoir accompli les tâches selon l'article 13 de la LPFSP, les sapeurs-pompiers doivent en principe être le plus rapidement possible relayés par des institutions appropriées (protection civile, services industriels, entreprises, assistance privée). La décision incombe à l'organe compétent de la commune ou de la région.
- 1.2 La protection de personnes, d'animaux, de l'environnement ainsi que de valeurs matérielles est primordiale lors de la lutte contre des dommages. Elle prévaut contre l'investigation des causes. Mais cette dernière ne doit pas être inutilement rendue plus difficile.
- 1.3 Les sapeurs-pompiers forcent l'accès, s'ils ne peuvent pas débiter tout de suite la reconnaissance ou l'intervention, en raison d'entrées verrouillées.
- 1.4 En cas de dangers particuliers, le chef d'intervention ordonne une évacuation.
- 1.5 Les sapeurs-pompiers protègent la place sinistrée, durant l'intervention.
- 1.6 Le chef d'intervention peut ordonner l'ouverture de l'enveloppe d'un bâtiment, dans la mesure où c'est nécessaire pour les travaux d'extinction.
- 1.7 Il faut limiter les dommages indirects causés par l'eau d'extinction.
- 1.8 Pour chaque événement où un centre de renfort spécial est mis sur pied, le commandement est en principe assumé par le chef d'intervention du centre de renfort spécial.
- 1.9
 - Les sapeurs-pompiers maîtrisent les événements en rapport avec des hydrocarbures ou d'autres combustibles liquides sur leur territoire communal, avec les moyens adéquats.
 - Le centre de renfort spécial pour la lutte contre accidents d'hydrocarbures doit être immédiatement mis sur pied, au cas où
 1. les sapeurs-pompiers concernés ne peuvent pas immédiatement maîtriser l'événement par leurs propres moyens;
 2. il existe une mise en danger concrète pour des eaux de surface ou souterraines, pour le sol ou des puits.
 - Il faut dans tous les cas informer le centre de renfort spécial sur l'intervention pour la lutte contre accident d'hydrocarbures. Lorsque plus de deux sacs de liants d'hydrocarbures sont utilisés, le centre de renfort spécial doit déjà être informé pendant l'intervention.

- Le centre de renfort spécial pour la lutte contre les accidents dus aux gaz doit immédiatement être mis sur pied lors de tout incident (fuite/incendie) avec des conduites de gaz naturel à haute pression.
 - Pour tous les autres événements avec substances chimiques dangereuses, ainsi que dans le cas de dangers biologiques et radiologiques, il faut immédiatement mettre sur pied le centre de renfort spécial pour la lutte contre les accidents dus aux produits chimiques.
- 1.10** D’entente avec la police, les lésés doivent être informés le plus rapidement possible par l’autorité communale, au sujet de l’événement dommageable.
- 1.11** Les sapeurs-pompiers limitent les dégâts, dans le cadre de leurs possibilités, jusqu’à ce que des personnes et des animaux, l’environnement ainsi que des valeurs matérielles ne soient plus mis en danger.

2 Sécurité / protection

- 2.1** Tous les états de risques immédiats doivent tout de suite être éliminés.
- 2.2** – Les parties de bâtiments risquant de s’effondrer doivent être abattues. La démolition doit si possible être préalablement convenue avec le préfet compétent.
– Les bâtiments figurant dans les inventaires de la Confédération, du canton ou des communes, comme étant dignes de protection ou de conservation, peuvent être abattus uniquement avec l’autorisation expresse du préfet.
- 2.3** D’autres dommages à des bâtiments et à leur contenu doivent être empêchés par des mesures de protection correspondantes.
- 2.4** L’approbation du préfet ou de l’Assurance immobilière est nécessaire, pour la réalisation d’un toit de fortune.

3 Déblaiement

- 3.1** Les sapeurs-pompiers ont l’obligation de déblayer la place sinistrée ou d’en empêcher l’accès, jusqu’à ce que tous les dangers immédiats soient éliminés.
- 3.2** Un déblaiement plus étendu incombe en principe au propriétaire ou à la personne ayant le droit de jouissance, à l’auteur d’un dommage ou au bénéficiaire de prestation et est facturé à celui-ci.
- 3.3** Pour le lieu de dépôt, il faut se conformer aux prescriptions de l’Office cantonal de la protection des eaux et de la gestion des déchets. Le déblaiement a lieu d’entente avec les services spécialisés compétents.

4 Collaboration

4.1 Lors de sinistres, les sapeurs-pompiers collaborent avec leurs partenaires dans les domaines suivants:

4.1.1 Police

- Assurer l’alarme
- Barrer/Surveiller
- Régulation de la circulation
- Investigation des causes
- Information

4.1.2 Services de sauvetage

- Sauvetage
- Premiers secours médicaux
- Assistance

4.1.3 Autorités (commune, district, canton, Confédération)

- Evacuation
- Assistance
- Information

4.1.4 Protection civile

- Protection des biens culturels
- Soutien et relève des sapeurs-pompiers
- Soutien de la conduite
- Assistance
- Remise en état

4.1.5 Services industriels

- Garantir l’infrastructure
- Assurer les services techniques de base

5 Coûts

- 5.1** La prise en charge des coûts dépend des prescriptions légales selon l'annexe aux devoirs des sapeurs-pompiers en cas de sinistre. Les prescriptions suivantes sont notamment applicables, en l'occurrence:
- la loi sur la protection contre le feu et sur les sapeurs-pompiers (LPFSP) du 20 janvier 1994, articles 13, 14, 30, 31a, 32 et 44¹
 - la loi sur l'assurance immobilière du 6 juin 1971, article 32
 - l'ordonnance sur les mesures de protection des eaux à prendre lors d'écoulements d'huile minérale et d'autres liquides dangereux (Ordonnance sur la lutte contre les accidents d'hydrocarbures) du 30 décembre 1969, articles 9, 14 et 15
 - les instructions concernant les sapeurs-pompiers du 1^{er} janvier 2006, Annexe 4
- 5.2** Les coûts d'interventions des sapeurs-pompiers, suite à des incendies et à des phénomènes naturels selon l'article 13 de la loi sur la protection contre le feu et sur les sapeurs-pompiers (LPFSP), sont pris en charge par les communes et les autres coûts, par les propriétaires.

6 Renseignements

Des renseignements plus détaillés peuvent être pris auprès du préfet ou de l'Assurance immobilière Berne, téléphone 0800 666 999.

7 Dispositions finales

Les devoirs des sapeurs-pompiers en cas de sinistre entrent en vigueur le 1.1.2007 et remplacent les devoirs des services de défense en cas de sinistre du 1.1.1998.

Ittigen, le 1^{er} janvier 2007
Assurance immobilière Berne

¹Toutes les désignations de personnes masculines s'appliquent également, par analogie, aux personnes de sexe féminin.

Annexe aux devoirs des sapeurs-pompiers en cas de sinistre

Bases légales 1.1. 2007

Loi sur la protection contre le feu et sur les sapeurs-pompiers (LPFSP) du 20 janvier 1994

Article 13

Tâche principale:

- 1 Les sapeurs-pompiers luttent contre le feu, les éléments naturels et d'autres événements dommageables.
- 2 Ils doivent notamment
 - a) sauver les êtres humains et les animaux;
 - b) limiter les dégâts matériels et les dommages causés à l'environnement;
 - c) écarter les dommages imminents, par des mesures appropriées;
 - d) lutter contre les événements dommageables dans des situations extraordinaires et
 - e) se charger des travaux nécessaires pour éliminer les dangers imminents, suite à des incendies ou à d'autres sinistres causés par les éléments naturels.
- 3 Ils collaborent de manière adéquate avec les autres services d'intervention locaux.

Article 14

Tâches supplémentaires:

- 1 Les sapeurs-pompiers portent également secours dans d'autres cas d'urgence, notamment lorsque des personnes sont en danger.
- 2 Les sapeurs-pompiers (teneur du 25. 3. 2002) ne sont pas tenus d'accomplir des tâches plus étendues.

Article 30

Principe:

- 1 Les communes assument les frais des sapeurs-pompiers.
- 2 Si les frais des sapeurs-pompiers ne sont couverts ni par les taxes d'exemption ni par d'autres recettes, ils sont mis à charge du compte ordinaire de la commune.
- 3 Les prescriptions de financement de la loi du 11 novembre 1996 sur l'alimentation en eau (LAEE) (RSB 752.32) sont réservées pour les frais de protection contre le feu par des hydrants.

Article 31

Emoluments:

Les communes peuvent percevoir des émoluments pour la mise à contribution des sapeurs-pompiers, notamment

- a) auprès des personnes qui ont recours aux sapeurs-pompiers selon l'article 14, 2^a alinéa.

Article 32

Remboursement des frais d'intervention:

- 1 Les communes peuvent exiger le remboursement des frais d'intervention de la part du ou de la responsable si l'événement peut lui être imputé à faute.
- 2 Lors d'interventions spéciales (art.17) et notamment lors d'interventions dans le cadre d'accidents de la circulation de tout genre, le ou la responsable peut être tenu(e) de rembourser les frais d'intervention, indépendamment de toute faute.
- 3 Les dispositions régissant la responsabilité civile (art. 41 ss CO/RS 220) sont applicables par analogie.

Article 44

- 1 L'Assurance immobilière exerce la surveillance indirecte des corps des sapeurs-pompiers.

Loi sur l'assurance immobilière du 6 juin 1971**Article 32**

Prestations complémentaires:

L'assurance immobilière rembourse en outre:

- 1 Les frais de démolition et de déblaiement nécessaires en tant qu'ils concernent le bâtiment, mais à concurrence de 10 % de l'indemnité au maximum;
- 2 les frais des mesures nécessaires pour protéger les parties du bâtiment qui subsistent. Si ces mesures ne servent pas uniquement à protéger les restes du bâtiment ou d'une partie du bâtiment, l'assurance immobilière ne rembourse que les frais afférents à cette protection;
- 3 les dommages aux bâtiments assurés auprès de l'assurance immobilière s'ils se sont produits en combattant un sinistre;
- 4 les dommages aux cultures s'ils se sont produits en combattant un sinistre, mais à concurrence de 5 % de l'indemnité au maximum.

Ordonnance sur les mesures de protection des eaux à prendre lors d'écoulements d'huile minérale et d'autres liquides dangereux (Ordonnance sur la lutte contre les accidents d'hydrocarbures) du 30 décembre 1969

Article 9

Mesures de protection à entreprendre par le responsable

- 1 Celui qui, par des hydrocarbures ou autres liquides dangereux, met en danger des eaux superficielles ou souterraines ou leur cause des dommages, de même que celui qui répond des suites d'un pareil danger ou dommage, doit entreprendre toutes les mesures servant à éliminer les dommages ou à les empêcher de se produire.
- 2 S'il omet d'entreprendre ces mesures, l'autorité compétente peut les faire exécuter à ses frais après expiration d'un délai resté inutilisé et après commination des suites légales du défaut.
- 3 Dans les cas urgents ou s'il est évident que le responsable ne dispose pas des compétences juridiques ou des moyens techniques nécessaires, les autorités compétentes peuvent entreprendre immédiatement les mesures voulues sans avoir à fixer de délai.

Article 10

(Teneur du 18.9.2002)

Avis d'accident

- 1 Tout écoulement d'hydrocarbure ou d'autres liquides dangereux pour les eaux sera immédiatement annoncé au service communal d'alarme du feu ou au poste de police le plus proche, si une telle perte risque de mettre en danger ou d'endommager des cours d'eaux superficiels ou souterrains. Ces communications seront immédiatement transmises au service communal de lutte contre les accidents d'hydrocarbures et à l'administration communale.
- 2 Tout danger concret pour les cours d'eau superficiels ou souterrains ou pour le sol sera immédiatement annoncé au Service des sinistres de l'OPED. Il en va de même lorsque l'huile minérale ou d'autres liquides dangereux pour les eaux pourraient perturber le fonctionnement d'une station d'épuration des eaux.

Article 11

Intervention du service communal

- 1 En cas d'accident, le service communal de lutte contre les accidents d'hydrocarbures entreprend, sur le territoire de la commune, les mesures nécessaires en vue d'empêcher ou d'éliminer toute pollution d'eau ou en vue d'éviter un incendie.
- 2 Sur demande ainsi que dans des cas urgents, ledit service communal a le droit et l'obligation d'intervenir également à l'extérieur des limites communales.

- 3 Le chef du service communal fait au commandant du centre d'intervention cantonal, à l'intention de l'AIB (Teneur du 18. 9. 2002), un bref rapport sur tous les accidents qui ont été réglés sans l'aide de l'organisme cantonal.

Article 12 Appel à l'organisme cantonal

- 1 Si le service communal n'est pas en mesure d'éliminer les suites d'un accident immédiatement par ses propres moyens, et s'il existe un danger grave pour les eaux superficielles ou souterraines, le commandant local responsable doit faire appel au centre d'intervention compétent.
- 2 Les communes prêteront main-forte au centre d'intervention cantonal par leurs services auxiliaires (service communal de lutte contre les accidents d'hydrocarbures, organes des alimentations en eau menacées, sapeurs-pompiers, protection civile, cantonniers, etc.).
- 3 La direction des opérations est assumée par le commandant du centre d'intervention cantonal ou par son suppléant.
- 4 Les centres d'intervention cantonaux se prêteront main-forte mutuellement en cas de nécessité.

Article 13 Appel aux organes de police

Il sera fait appel aux organes de police compétents lors de chaque accident.

Article 14 Obligations des tiers

- 1 Les personnes présentes au lieu de l'accident sont tenues de se conformer aux directives des organes de la lutte contre les accidents d'hydrocarbures et, à leur demande, de leur prêter assistance.
- 2 Sous réserve d'un droit récursoire contre la personne responsable, l'Etat répond de tout dommage subi par les tiers dans l'exercice de cette assistance. L'AIB (Teneur du 18. 9. 2002) conclut les assurances nécessaires.

Article 15 Atteinte à la propriété des tiers

- 1 En cas de nécessité, les organes de la lutte contre les accidents d'hydrocarbures sont en droit de porter atteinte à la propriété de tiers dans l'application des mesures voulues.
- 2 Demeurent réservées les prétentions à indemnité que peuvent faire valoir les propriétaires ou les ayants droit.

Assurance immobilière Berne
Papiermühlestrasse 130
3063 Ittigen
Téléphone 031 925 11 11
Téléfax 031 925 12 22
info@gvb.ch

www.aib.ch